

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les Services économiques de Lima, Quito et Caracas
Semaine du 25 septembre 2023

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

+1,2 %

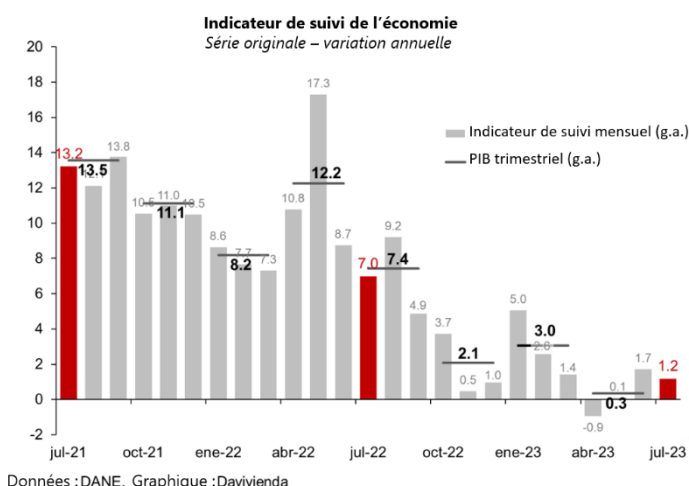
C'est le taux de croissance en g.a.
de la Colombie en Juillet 2023.

En juillet 2023, l'indicateur de suivi économique (ISE) a crû de **+1,18 % g.a.** La croissance attendue par les analystes du marché était de 1,1 % à 1,4 %.

Bien que les résultats soient légèrement supérieurs aux attentes des analystes, la croissance économique demeure faible. La Banque centrale est confrontée à la demande du gouvernement et de plusieurs acteurs économiques tels que le commerce, l'industrie et certains analystes, entre autres, qui réclament une baisse des taux d'intérêt directeurs pour stimuler la consommation. Pour rappel, le taux directeur est le plus élevé de la région (hors grandes exceptions) à 13,25 % depuis mai 2023. Ainsi, alors que l'économie ralentit et que l'inflation baisse, certains, comme Jose Antonio Ocampo, ex-ministre des Finances, estiment que la Banque centrale devrait abaisser son taux directeur. Selon Ocampo,

“Les indicateurs de l'inflation sont en baisse, bien que cela se fasse à un rythme plus lent que prévu. Cela est dû principalement à des problèmes liés à l'offre plutôt qu'à la demande, car la politique monétaire a déjà réussi à freiner cette dernière”

Si la réunion de politique monétaire de la Banque centrale se réunira le 29 septembre, une baisse du taux directeur semble peu probable, selon les analystes : le codirecteur de la Banque centrale, Roberto Steiner, a déclaré que – tant que la réduction de l'inflation et de ses anticipations à moyen terme ne seront pas solidement établies – il ne serait pas prudent de relâcher la politique monétaire. Réduire les niveaux d'inflation, sans affecter l'appareil productif du pays, est selon lui essentiel pour éviter une régression du niveau de pauvreté dans le pays. Alors que le DANE a révélé que l'indice de pauvreté monétaire est passé de 39,7 % en 2021 à 36,6 % en 2022, la décélération économique et la persistance de niveaux élevés d'inflation pourraient effacer ces progrès.



Bolivie

L'or surpasse le gaz et devient le principal produit d'exportation.

Au cours du premier semestre de 2023, les ventes extérieures d'or ont généré 162 M USD de recettes, contre 6,5 M USD au cours de la même période en 2022, soit une augmentation de plus de 2 000 %. Sur cette période, les ventes extérieures d'or ont représenté 44 % des exportations du département de Cochabamba. Jusqu'en 2023, l'or s'était toujours classé quatrième ou cinquième parmi les principaux produits d'exportation de Cochabamba. Son rebond s'explique notamment par la baisse de la production de gaz et la hausse des prix de l'or ces dernières années (notamment avec la baisse de l'offre d'or au sud du Pérou qui a poussé de nombreux acheteurs à se tourner vers la Bolivie). Au premier semestre, les principaux pays acheteurs du métal jaune étaient l'Inde à hauteur de 72 M USD, suivie par Hong Kong, avec 58 M USD, et les Émirats Arabes Unis, avec 31,9 M USD.

La Bolivie figurerait parmi les trois pays d'Amérique du Sud où la liberté économique est la plus faible selon un think tank canadien.

Selon le rapport annuel de l'Institut Fraser du Canada, publié en collaboration avec le Centre d'études publiques POPULI, la Bolivie fait partie des trois pays ayant le moins de liberté économique en Amérique du Sud, avec l'Argentine et le Venezuela. En effet, la note attribuée à la Bolivie est de 6,1/10, plaçant la Bolivie au 117^{ème} rang mondial, alors que le Pérou et le Chili (les mieux placés de la région) ont obtenus respectivement les notes de 7,52 et 7,66, les plaçant au 37^{ème} et au 30^{ème} rangs mondiaux. **L'incertitude juridique, le manque de respect de la propriété et les réglementations en matière de crédit et d'exportation expliquent le classement de la Bolivie.**

Colombie

La Colombie pourrait perdre jusqu'à 2,5 % de son PIB d'ici 2050 si elle n'investit pas dans l'adaptation au changement climatique.

Outre l'impact sur le PIB, la Banque mondiale – réalisatrice de l'étude – a souligné que, en tant que pays dépendant des exportations d'hydrocarbures, la Colombie enregistrerait une baisse des recettes publiques allant de 10 % à 6 % d'ici 2050. La Banque mondiale propose un plan d'action de 92 M USD pour faire face à ces risques. Ce dernier inclut trois volets : investir dans la résilience du pays, inverser l'augmentation des émissions et protéger les plus vulnérables. Ainsi, le plan d'action encourage des actions telles que l'investissement dans les énergies renouvelables et l'adoption de la mobilité électrique. D'après la Banque mondiale, ce plan d'action permettrait à la Colombie de faire croître son économie tout en atteignant son objectif de résilience et de neutralité carbone.

La Chine s'intéresse fortement à la consolidation de ses relations commerciales avec la Colombie.

Lors du septième dialogue Chine - Colombie qui s'est tenu à Bogota, Zhu Jingyang, ambassadeur de la République populaire de Chine en Colombie, a voulu rappeler que la route de la soie offrait une opportunité de développement économique pour la Colombie, et a déclaré

"Ce que nous cherchons est une coopération économique, il ne s'agit pas d'alliances géopolitiques ni militaires".

Ainsi, il a invité le gouvernement colombien à collaborer avec la Chine et à s'intégrer davantage à la route de la soie. L'ambassadeur a, d'autre part, rappelé que la Chine était un moteur de développement économique pour la Colombie ; en effet, la Chine est le deuxième partenaire commercial après les États-Unis (23 % des importations totales et 3,7% des exportations totales de la Colombie).

Selon le ministère de la Santé, l'Assurance Obligatoire d'Accidents de la Circulation (SOAT) pourrait connaître un déficit de plus de 200 M USD.

Le ministre de la Santé et de la Protection sociale, Guillermo Jaramillo, a signalé un éventuel déficit l'année prochaine en raison du décret approuvé en faveur de l'Assurance Obligatoire d'Accidents de la Circulation (SOAT). Pour rappel : ce décret réduisait les tarifs du SOAT afin d'encourager les automobilistes à le souscrire et être couverts par l'assurance. Ce déficit pourrait atteindre 200 M USD. Ainsi, Jaramillo a rappelé :

"C'est un chiffre provisoire, très probablement il sera en deçà de cela, mais c'est préoccupant car il n'est pas clair comment il sera financé".

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+2,85 %	-1,44 %	1 117,73 pts
Change USD/COP	+2,20 %	-9,76 %	4 073
Change EUR/COP	+2,92 %	-1,54 %	4 326
Prix du baril colombien (USD)	+2,12 %	+6,69 %	95,14

Equateur

L'Equateur avait 16,9 millions d'habitants en 2022.

Les résultats du recensement général de la population en Equateur ont été présentés par le gouvernement. Les résultats de ce recensement effectué entre fin 2021 et 2022 (le dernier ayant eu lieu en 2010), indiquent **une augmentation de la population de 17,3% par rapport à 2010 s'établissant à 16,9 millions d'habitants. Il s'agit désormais d'une population urbaine à 63 % et rurale à 37 %.** La ville la plus peuplée reste Guayaquil avec 2,8 millions d'habitants, suivie par Quito avec 2,7

millions d'habitants. Dans ses prévisions, avant le recensement, l'Institut National des Statistiques avait estimé la population à 18 millions d'habitants.

Les exportations de crevette atteignent 4,4 Mds USD entre janvier et juillet 2023.

Les exportations de crevette ont atteint 4,4 Mds USD entre janvier et juillet 2023, essentiellement à destination de la Chine (67 % des exportations), de l'UE (17 %) et des Etats Unis (16 %). **Au cours des sept premiers mois de l'année, les exportations de crevettes se consolident comme le premier poste d'exportation, devant le pétrole,** dont les exportations ont représenté 4,1 Mds USD. La banane et les produits miniers (or et cuivre) arrivent en troisième et quatrième places respectivement avec des exportations qui représentent 2,3 Mds USD et 1,9 Md USD.

Guyana

Les prêts de la Chine et du Royaume-Uni contribuent à l'endettement extérieur du Guyana.

Le rapport semestriel de la Banque du Guyana (BoG) indique que la dette extérieure du Guyana aurait augmenté de 3,8 %, par rapport aux chiffres de décembre 2022. Les créanciers multilatéraux détiendraient 68 % du portefeuille de la dette extérieure garantie par l'Etat. Les créanciers bilatéraux eux en détiendraient 30 %. Ainsi, on observe au premier semestre de 2023, une augmentation des décaissements de l'EXIM Bank chinoise et de UK Export Finance (UKEF). L'augmentation de la dette du Guyana peut être attribuée, en grande partie, à des emprunts importants pour financer des projets d'infrastructures critiques, notamment dans les secteurs pétrolier et gazier. Les nouvelles ressources pétrolières offrent des opportunités de croissance économique mais suscitent également des inquiétudes vis-à-vis de la viabilité du fardeau de la dette. Cependant, les performances de croissance et les perspectives économiques solides du pays soutiennent l'absorption durable de la nouvelle dette par le Guyana. Pour rappel, le Guyana a enregistré une croissance de 62,3 %

en 2022, ce qui en fait l'économie à la croissance la plus importante au monde.

L'expansion rapide du secteur pétrolier maintiendra le Guyana parmi les cinq économies à la croissance la plus rapide au monde.

La Banque centrale du Guyana prévoit que la croissance du PIB du pays pour 2023 atteigne 28,2 %, soit une hausse par rapport aux prévisions initiales de 25,1%. La Banque centrale a par la suite indiqué que le PIB pétrolier devrait croître de 59,5 % tandis que l'économie non-pétrolière enregistrerait une croissance de 12,3%. Si l'économie pétrolière place la croissance guyanienne en haut du classement, les autorités souhaitent revoir le traitement des compagnies pétrolières : ainsi le président du pays, Irfaan Ali, a exprimé son ferme engagement à offrir moins d'avantages fiscaux dans le cadre de potentiels futurs contrats d'exploitation pétrolière, là où le Guyana a avait accordé un accord fiscalement très avantageux pour ExxonMobil : cela a déclenché une méfiance de la part des compagnies pétrolières actuellement en exploration ou candidates à la réalisation d'explorations sur d'autres blocs, qui considèrent que cela créerait un marché inéquitable. Certains analystes avancent cette méfiance comme une explication au peu d'offres reçues lors des enchères de blocs pétroliers en septembre, n'ayant reçu que huit offres sur les 14 blocs proposés.

Suriname

La 3ème revue du programme FMI a permis un décaissement de 39,4 M DTS.

Lors de la 3ème revue du programme EFF du FMI, le Conseil d'Administration du FMI a approuvé le décaissement de 52 M USD. Le rapport indique que l'économie surinamaïse se stabilise et que la pression sur le taux de change s'est atténuée. L'inflation, bien qu'encore élevée, suit une tendance à la baisse. Cependant, le rapport rappelle qu'il sera critique de maintenir les efforts sur l'assainissement des finances publiques tout en protégeant les plus vulnérables. De plus, il souligne l'importance de promouvoir les investissements propices à la croissance.

Pérou

Selon le ministre du commerce extérieur et du tourisme, Juan Carlos Mathews, les exportations péruviennes seront en baisse cette année.

Le ministre du commerce extérieur et du tourisme a confirmé depuis New York que les exportations devraient baisser de -20 % en 2023. Les exportations non traditionnelles (qui représentent 24 % des exportations totales en 2022) devraient rester stables ; une bonne nouvelle par rapport à l'évolution négative attendue pour l'intégralité des exportations. Selon Juan Carlos Mathews, cette tendance s'explique notamment par le ralentissement de l'économie mondiale et la chute des prix des matières premières, auxquels s'ajoutent un début d'année difficile pour l'activité du commerce extérieur du fait des troubles politiques, du cyclone Yaku et des épidémies de dengue et de Guillain-Barré. Les résultats de la fin de l'année 2023 dépendront aussi de l'impact du phénomène El Niño sur l'économie péruvienne. Ce contexte impacte également l'investissement étranger au Pérou : en effet, entre mai et septembre, la participation étrangère aux obligations souveraines péruviennes émises en soles a baissé, passant de 40 % à 37 %.

Moody's reverra à la baisse les prévisions de croissance du Pérou à moins de 1 %.

La reprise économique attendue depuis juillet n'ayant pas eu lieu, plusieurs consultants et institutions (ministère de l'Économie ; Banque centrale) ont commencé à revoir à la baisse leurs projections de croissance du PIB pour 2023. Suivant cette tendance, Jaime Reusche, le vice-président de Moody's Sovereign Risk Group a déclaré qu'une nouvelle révision à la baisse des projections de croissance sera annoncée dans les semaines à venir. La projection de Moody's passerait de 2,3 % à 0,7 % ou 0,8 %. Moody's attend tout de même une reprise de la croissance en fin d'année. Cependant, cette estimation ne prend pas en compte le potentiel impact du phénomène El Niño qui pourrait affecter cette reprise.

Venezuela

Chevron s'apprête à lancer de nouvelles opérations de forage au Venezuela afin d'augmenter sa production de pétrole.

Chevron prévoit d'augmenter la production de pétrole au Venezuela d'environ 65 000 barils par jour d'ici la fin de 2024. Selon Reuters, cela permettra à Chevron de récupérer 3 Md USD afin de payer les dividendes impayés et ses dettes liées à ses projets au Venezuela. En outre, cela permettrait au Venezuela de se rapprocher de ses objectifs de production pétrolière, de 1 M bpj, vs 769 000 bpj au S1 2023 (+2,4 % g.a.). La production actuelle des coentreprises où participe Chevron est d'environ 135 000 bpj (dont 124 000 bpj sont exportés vers les EEUU).

Les échanges commerciaux entre la Turquie et le Venezuela dépassent les 100 M USD.

Le président de la Chambre des entreprises turques au Venezuela, M. Hayri Kucukyavuz, a indiqué que le commerce bilatéral entre le Venezuela et la Turquie avait atteint les 100 M USD. Il a ensuite souligné que l'objectif était d'atteindre les 300 M USD dans les deux ou trois prochaines années. Selon lui, le développement des activités commerciales entre les deux pays permettrait au Venezuela de limiter l'impact des sanctions imposées par les États-Unis contre le gouvernement de Nicolas Maduro.

Un an après la réouverture de la frontière terrestre entre le Venezuela et la Colombie, les échanges bilatéraux atteignent près de 200 M USD.

Après 7 ans de fermeture frontalière, les échanges commerciaux entre la Colombie et le Venezuela ont atteint de 197 M USD. Selon le Ministère colombien du Commerce, un an après la réouverture, la Colombie a exporté 177 M USD et le Venezuela 20 M USD.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
Colombie	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
Equateur	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
Guyana	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
Perou	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
Suriname	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
Venezuela	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
Bresil	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
Chili	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
Mexique	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

LE CHIFFRE A RETENIR

1,18 %

C'est le taux de croissance en g.a. de la Colombie en juillet 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Inès MONNIOT, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr